

Les installations du complexe sidérurgique d'El Hadjar à l'arrêt*

- Actualité politique nationale - Pillage de l'économie algérienne -

Date de mise en ligne : jeudi 3 mars 2016

Description :

Le complexe sidérurgique d'El Hadjar est mis en veilleuse. Aucune production n'a été enregistrée, encore moins commercialisée, déplorent les travailleurs.

Annoncée en grande pompe, la récupération des actifs d'ArcelorMittal en Algérie, transférés au groupe public Imétal, s'est avérée un échec malgré qu'un plan d'investissement de près d'un milliard de dollars ait accompagné cette décision.

Six mois après, les installations sont à l'arrêt et les sidérurgistes sont pratiquement au chômage technique.

Par Mohamed Fawzi Gaidi

in *'El Watan* du 1er mars 2013

Copyright © Alger républicain - Tous droits réservés

Six mois après, les installations sont à l'arrêt et les sidérurgistes sont pratiquement au chômage technique.

Le complexe sidérurgique d'El Hadjar est mis en veilleuse. Aucune production n'a été enregistrée, encore moins commercialisée, déplorent les travailleurs. Annoncée en grande pompe, la récupération des actifs d'ArcelorMittal en Algérie, transférés au groupe public Imétal, s'est avérée un échec malgré qu'un plan d'investissement de près d'un milliard de dollars ait accompagné cette décision. Six mois après, les installations sont à l'arrêt et les sidérurgistes sont pratiquement au chômage technique.

« A partir d'aujourd'hui, la nature du partenariat avec le groupe mondial ArcelorMittal sera purement technique en attendant que le groupe public Imétal annonce, d'ici à décembre prochain, la dénomination de la nouvelle entreprise sidérurgique dont l'Algérie détiendra la totalité des parts. » C'est ce qu'a annoncé, le 7 octobre 2015, le ministre de l'Industrie et des Mines, Abdesselam Bouchouareb, à Annaba, à l'occasion du transfert du capital d'ArcelorMittal Algérie à Imétal.

Quelques jours après, le président du groupe Imétal, Kamel Djoudi, lui emboîtait le pas et annonçait à travers les ondes de la Chaîne 3 : *« En février 2016, au plus tard, le haut fourneau et son environnement seront réhabilités pour atteindre une capacité de 1,2 million de tonnes d'acier. C'est-à-dire toutes les installations en amont, soit la PMA et les aciéries du complexe d'El Hadjar seront rénovées et entreront en production. »* Les engagements du premier comme du second n'ont pas été tenus.

En effet, M. Bouchouareb n'ignore certainement pas que le complexe d'El Hadjar est toujours dénommé ArcelorMittal Algérie (AMA). Jusqu'à hier, son registre du commerce était au nom de AMA, ce qui implique logiquement qu'il détient toujours les 49% des actifs et Mukund Kulkarni est le directeur général de l'usine. Mieux encore, le CPE que préside Abdelmalek Sellal n'a jusque-là pas validé officiellement la reprise des actions d'ArcelorMittal par la partie algérienne. Quant au PDG d'Imétal, la réalité du terrain a démenti formellement ses déclarations officielles. Ainsi, jusqu'à hier, le complexe ne produit rien.

Pis encore, la direction générale n'arrive pas à assurer la masse salariale des travailleurs, estimée à 50 millions de dinars. Les 355 millions de dollars déboursés par la BEA au titre de l'exploitation sont déjà consommés, sans pour autant produire une seule barre de rond à béton ni encore une bobine de produit plat. Actuellement, on s'interroge comment financer l'activité du complexe jusqu'au redémarrage du haut fourneau. Qui est le responsable dans ce qui s'apparente à une dilapidation des deniers public ?

Maître Nasr Eddine Lezzar, avocat d'affaires, estime :

« Le maintien de Lakshmi et la non-réalisation du transfert annoncé de ses actions à la partie algérienne s'inscrivent dans la logique d'une continuité d'un double discours qui a sévi dans cette affaire, comme dans d'autres d'ailleurs, depuis le début. Le premier discours est destiné à la consommation externe et un autre confidentiel couvert par l'opacité entoure les gabegies et les affaires douteuses. Nous sommes, encore et toujours, devant des objectifs non réalisés, des engagements non tenus, soutenus et validés par des inconséquences et des irresponsabilités de la partie algérienne. La non-validation par le CPE d'un processus aussi important, six mois après son annonce officielle, est le signe, me semble-t-il, de divergences au sein des centres de décision et d'une pluralité de cercles d'intérêts qui gèrent ce dossier. »

D'aucuns qualifient que le partenariat avec ArcelorMittal est un grand ratage et la passivité de responsables algériens est aussi claire et plus grave que le ratage lui-même. Un partenariat de ce volume est construit pour une période moyenne de 50 ans, il est un peu cocasse qu'on y mette fin au bout de douze ans, sans aucune forme de

procès. Il s'agit d'une résiliation anticipée d'un contrat dont on ne connaît ni les raisons ni la nature. Une sorte de rupture sans inventaire et sans reddition de comptes.

Le failli qui gère la faillite

En outre, voilà un partenaire à l'origine technico-financier, pour s'avérer plus tard limité à la technique ; car il était censé également apporter des capitaux. Après avoir échoué pendant douze ans dans la réalisation de ses objectifs, son business plan se voit gratifié d'un contrat d'assistance technique, dans lequel il est payé sans aucun risque financier. C'est ce qu'a estimé Me Lezzar en affirmant : « *Si Lakshmi a échoué dans le redressement de l'usine d'El Hadjar alors qu'il était impliqué sur le plan financier, ou du moins censé l'être, donc avec une prise de risque ; comment voulez-vous qu'il réussisse en tant que partenaire exclusivement technique, c'est-à-dire sans aucune prise de risque financière(?). Il est très difficile de comprendre les raisons du maintien à la barre technique d'un partenaire qui n'a pas été à la hauteur de ses engagements et a mené, à deux reprises, le complexe à la cessation de paiement. En 2009, il avait fallu qu'une banque algérienne renfloue ses caisses et maintenant il est incapable d'assurer les salaires des travailleurs. A l'origine, du moins selon le discours officiel public, Mittal Lakshmi était censé apporter des capitaux, pratiquement il n'a pas investi un kopeck. Il a, par contre, consenti des investissements colossaux en France durant la même période. »*

Et si l'usine d'El Hadjar est au point mort, il en est de même à la tuberie Ampta et les mines de Boukhadra et Tébessa qui, elles, attendent toujours leur part du plan d'investissement qui tarde à venir. Ainsi, le ministre de l'Industrie et son conseiller, le PDG d'Imétal, ont failli dans leur stratégie d'investissement et le complexe sidérurgique d'El Hadjar en est l'irréfutable preuve.

Par Mohamed Fawzi Gaïdi

in 'El Watan du 1er mars 2013

[* Lire le commentaire d'Alger républicain dans l'article : « tromperies et vérités sur le complexe sidérurgique d'El Hadjar » : cliquer ici](#)